



Saint-Cyr-sur-Loire

ARRÊTÉ N° 2024-314

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES ET DE L'AMENAGEMENT URBAIN - CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL – SERVICE DES INFRASTRUCTURES

Réglementant la circulation et le stationnement sur la commune de Saint-Cyr-sur-Loire à l'occasion des travaux d'aménagement de l'esplanade des Droits de l'Enfant

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L. 2213-1 et L. 2213-2,

Vu les décrets n° 85-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Départemental et du Préfet en matière de circulation routière,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande de l'Entreprise COLAS France – 2 rue de la Plaine – 37390 METTRAY,

Considérant que les travaux d'aménagement de l'esplanade des Droits de l'Enfant nécessitent une réglementation de la circulation routière,

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services,

ARRETE

ARTICLE PREMIER :

Entre les **mardi 2 avril et mercredi 31 juillet 2024**, les mesures stipulées dans les articles suivants seront donc applicables – six phases de travaux dont les dates peuvent être modifiées en fonction des conditions météorologiques et/ou les aléas de chantier :

- Mise en place de la signalisation de chantier,
- **Du 2 avril au 31 mai 2024** : la rue Anatole France entre la rue du Docteur Tonnellé et n° 9 sera mise exceptionnellement en double sens de circulation pour l'accès à un parking provisoire,

Phases 1 et 2 : du 2 avril au 3 mai 2024

- L'esplanade des Droits de l'Enfant sera interdite dans sa partie Est (côté parc),
- La partie Ouest (côté Espace Jacques Chirac) sera en double sens de circulation et le stationnement sera limité à 30 minutes,
- L'accès au parc sera maintenu.

Phase 3 : du 6 mai au 17 mai 2024

- L'esplanade des Droits de l'Enfant sera interdite dans sa partie Ouest (côté Espace Jacques Chirac),
- La partie Est (côté parc) sera en double sens de circulation et le stationnement sera limité à 30 minutes sur le parking situé le long du parc.
- L'accès au parc sera maintenu.

Hôtel de ville

Parc de la Perraudière – B.P. 50139 – 37541 Saint-Cyr-sur-Loire cedex
02 47 42 80 00 / fax : 02 47 42 80 94 / info@saint-cyr-sur-loire.com
www.saint-cyr-sur-loire.com

Phase 4 : du 21 mai au 31 mai 2024

- L'esplanade des Droits de l'Enfant sera interdite dans sa partie Ouest (côté Espace Jacques Chirac),
- La partie Est (côté parc) sera en double sens de circulation et le stationnement sera autorisé sur les parkings Est.
- L'accès au parc sera maintenu.

Phase 5 : durant deux à trois jours entre les 3 et 7 juin 2024

- L'esplanade des Droits de l'Enfant sera complètement interdite à la circulation et au stationnement

Réouverture de l'esplanade des Droits de l'Enfant et stationnement autorisé sur les parkings à partir du 17 juin 2024.

Phase 6 : courant juillet 2024

- L'esplanade des Droits de l'Enfant sera complètement interdite à la circulation et au stationnement durant la phase de grenailage des enrobés.

ARTICLE DEUXIEME :

Cette réglementation sera affichée aux extrémités du chantier. Elle sera également annoncée et signalée conformément aux instructions sur la signalisation routière en vigueur par les soins et aux frais de l'entreprise.

La signalisation correspondante ainsi que l'affichage du présent arrêté seront mis en place **au moins 48 heures à l'avance** par l'entreprise intéressée et sous son entière responsabilité.

La signalisation du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992). Document de référence : Signalisation temporaire du CERTU - Voirie urbaine - Manuel du chef de Chantier (Editions 2003).

Cette dernière devra notamment veiller à maintenir constamment en état la signalisation mise en place.

Le balisage du chantier par signaux lumineux devra notamment être assuré pendant la nuit.

Toutes les mesures devront être prises afin d'assurer la circulation des usagers aux abords des carrefours équipés de feux tricolores.

ARTICLE TROISIEME :

Les véhicules en stationnement sur les emplacements indiqués à l'article 1^{er} pourront, sur ordre des Services de Police, être enlevés aux risques et frais de leurs propriétaires (article R417-10 du Code de la Route).

ARTICLE QUATRIEME :

L'entreprise devra tenir compte dans son chantier de la protection des arbres en respectant les conseils indiqués dans la charte de l'arbre ci-jointe au présent arrêté.

ARTICLE CINQUIEME :

Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Cyr-sur-Loire et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique d'Indre-et-Loire, Commissaire central de Tours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée.

Une ampliation du présent arrêté sera également transmise à :

- Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain,
- Le Chef du poste de Police Nationale de Tours,
- Le service de la Police Municipale de Saint-Cyr-sur-Loire,
- L'entreprise COLAS FRANCE,
- Le service de la Collecte de Tours Métropole Val de Loire,
- Les services de la Poste,
- Les services de Fil Bleu,

Il sera en outre transcrit sur le registre des arrêtés de la commune.

Fait à SAINT-CYR-SUR-LOIRE, dix-huit mars deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,
Le Septième Adjoint délégué à
l'Aménagement Urbain



Michel GILLOT

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

ACTE ADMINISTRATIF EXÉCUTOIRE LE

22 MARS 2024

Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité,
compte tenu de son affichage, de sa publication ou
de sa notification, le caractère exécutoire de l'acte.

Pour le Maire et par délégation,
Le Septième Adjoint délégué à
l'Aménagement Urbain

Michel GILLOT